

*Le budget—M. Lewis*

déclenchées, quand ils pourront mettre dehors les libéraux et se mettre à bâtir notre pays. Malheureusement, je dois également signaler que les effectifs des gros employeurs de Simcoe-Nord ne reviennent pas à leurs niveaux d'avant la récession créée par les libéraux. Il faudra attendre que les secteurs énergétique et forestier et d'autres secteurs de la fabrication se rétablissent de la récession créée par les libéraux et que les consommateurs reprennent confiance dans l'économie canadienne.

● (1550)

L'exposé budgétaire est le plus important discours prononcé chaque année par le ministre des Finances à la Chambre. Cet exposé doit faire état de la situation économique du pays et préciser les mesures que le gouvernement entend prendre pour améliorer la conjoncture économique et le régime fiscal. Dans ce budget-ci, le ministre des Finances a brossé un tableau de l'économie canadienne avec son honnêteté coutumière; il s'est attribué le mérite des mesures positives prises par d'autres sans faire la moindre allusion à la politique désastreuse du gouvernement libéral. Cependant, je m'empresse de dire que le budget a quand même d'excellentes qualités que j'applaudis. Tout d'abord, il ne prévoit pas de modifications radicales du régime fiscal. Il y a quatre ans, le parti libéral nous a présenté la politique énergétique nationale sous le couvert d'un budget. Ce dernier prévoyait la confiscation de certaines terres et l'augmentation des taxes énergétiques et il a entraîné l'effondrement du secteur énergétique canadien qui s'est accompagné de chômage et de faillites dans Simcoe-Nord et dans tous les coins du pays. C'est là l'héritage que nous a laissé le gouvernement libéral. Je pourrais également me reporter au budget désastreux de novembre 1981 présenté par l'ancien ministre des Finances, que personne ne regrette, le député de Cape Breton Highlands-Canso (M. MacEachen). Si le Canada est le pays industrialisé qui a connu la pire récession, c'est bien à cause du budget libéral. La grande récession que nous avons connue au Canada est attribuable d'une part à la politique libérale de taux d'intérêt élevés et, d'autre part, à l'attitude des bureaucrates d'Ottawa cloîtrés dans leur tour d'ivoire et à une arrogance incroyable dans notre régime démocratique actuel.

Le budget a aussi l'avantage de tomber juste au premier trimestre de l'année. A vrai dire, j'en ai assez d'entendre parler de la politique budgétaire désastreuse qui a caractérisé le gouvernement libéral. J'estime que nous devrions toujours adopter le budget le 31 mars de chaque année, et qu'après l'avoir étudié pendant environ six jours d'affilée, nous en adoptions les lois qui en découlent au plus tard le 30 juin. Toute autre mesure budgétaire qui n'aurait été ni débattue ni adoptée après cette date seraient nulle et non avenue. Autrement dit, tant pis pour le gouvernement et pour les fonctionnaires s'ils ne peuvent accorder leurs violons, mais qu'on arrête de semer la confusion dans l'esprit des contribuables.

Je voudrais aussi faire remarquer que le ministre des Finances et le gouvernement libéral se sont finalement rendu compte d'une chose que nous savions depuis toujours, et c'est que le secteur privé doit être le maître d'œuvre en matière de création d'emplois. Après avoir rogné les ailes du secteur privé des années durant, le gouvernement et les bureaucrates finissent par admettre ce qui leur semblait inconcevable jusqu'ici, que le secteur privé doit être le véritable créateur d'emploi. Il se

trouve heureusement que le secteur privé est vigoureux au Canada. Dieu merci, car comment aurait-il pu résister aux coups de boutoir que lui porte le parti libéral depuis des années? Ce sont donc des aspects positifs du budget et je vais maintenant traiter de certains points en particulier.

Ce qui pêche le plus dans ce budget, c'est le manque de mesure globale pour ramener le taux de chômage à un niveau acceptable. Sous la férule du gouvernement libéral, le chômage a atteint des proportions qui ne s'étaient jamais vues depuis la grande dépression. Jeunes et vieux cherchent désespérément un emploi et pourtant le gouvernement libéral, avec la cohorte de chercheurs et d'experts qu'il a à son service, ne trouve aucune mesure concrète pour combattre ce fléau. En janvier dernier, le chômage atteignait 11.2 p. 100 de la population active. Et tout porte à croire qu'il restera au-dessus de 10 p. 100 au cours des deux ou trois prochaines années.

Le ministre décline toute responsabilité pour ce taux de chômage record depuis la grande dépression tout en s'attribuant les mérites de la baisse de l'inflation. Il ne se rend pas compte que des gens qui ne travaillent pas ne peuvent faire augmenter le coût des biens et des services qui est la cause de l'inflation. Les Canadiens savent qui a laissé l'inflation s'emballer sans rien faire: c'est le parti libéral. Les Canadiens savent qui a combattu et vaincu l'inflation, pendant que le gouvernement fédéral se croisait les bras: c'est le peuple canadien.

Le gouvernement m'amuse quand il parle des quatre principes suivant lesquels il veut dorénavant négocier. En page 4 du «Budget en bref», on lit:

Le gouvernement négociera selon quatre principes:

- Les règlements salariaux devront contribuer à réduire l'inflation et être financièrement responsables.
- La rémunération devra être comparable avec le secteur privé, en fonction de l'ensemble des conditions de travail et des avantages, et pas seulement des salaires.
- Les rémunérations ne devront pas devancer celles du secteur privé.
- Les règlements salariaux devront promouvoir l'accroissement de la productivité et du rendement et tenir compte des responsabilités relatives de travail.

Pourquoi le parti libéral et le gouvernement libéral n'ont-ils toujours pas négocié selon ces quatre principes? Pour quelle raison disent-ils aux Canadiens qu'ils ne l'ont pas fait jusqu'ici? Pourquoi en réalité ont-ils laissé les choses se dégrader à ce point?

Je quitte ce chapitre de l'inflation en faisant remarquer—ce qui ne manque pas de piquant—que M. Ian Sinclair, ce grand capitaliste indépendant, a prouvé comme beaucoup d'autres sénateurs libéraux qu'il pouvait se laisser acheter. Après avoir vanté d'un bout à l'autre du pays, pendant un an et plus, les vertus des 6 et 5 alors que ses sociétés donnaient 22 p. 100, il a reçu sa juste récompense: un fauteuil au Sénat en remerciement de ses services. Il est bien à sa place aux côtés des sénateurs Cools, Barrow et Giguère. Quelle figure il fait!

Depuis quatre ans, les Canadiens propriétaires de leur maison sont pris dans l'étau de la politique libérale des intérêts élevés. Combien de maisons perdues, de mariages brisés et de rêves envolés à cause des taux usuraires auxquels les propriétaires ont dû se soumettre pour renouveler leur hypothèque. Le gouvernement a eu beau se poser en défenseur des Canadiens contre la saisie, dans le discours du trône de 1980, la réalité